

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 36 (2020)

Artikel: Introduction
Autor: Descloux, Gilles / Enckell, Marianne / Buclin, Hadrien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-880808>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INTRODUCTION

GILLES DESCLOUX, MARIANNE ENCKELL, HADRIEN BUCLIN

Durant les premières années du XX^e siècle, les organisations syndicales prennent peu à peu la forme qui est la leur aujourd'hui. Comme dans d'autres pays, les débats en Suisse portent sur des questions fondamentales : grève générale, action directe, unions locales et fédérations professionnelles, intégration des femmes, statut des permanent·e·s, autonomie par rapport aux partis politiques. La religion en fait aussi partie : le syndicalisme et le socialisme sont-ils compatibles avec la foi ?

Un courant à dominante protestante s'affirme alors « socialiste chrétien », avec de fortes personnalités comme Paul Pflüger (1865-1947), Leonhard Ragaz (1868-1945) ou Hélène Monastier (1882-1976), et encourage les croyants à entrer dans les syndicats majoritaires. Plus largement, les valeurs chrétiennes influencent alors de nombreux militants socialistes et pacifistes, à l'image de Charles Naine (1874-1926), condamné en 1903 pour refus de servir. Les catholiques ont privilégié jusque-là les associations caritatives, mais une première Fédération suisse des syndicats chrétiens naît en 1907 en Suisse allemande. Des syndicalistes romands s'opposent au centralisme de l'Union syndicale suisse et fondent en 1905 la Fédération des unions ouvrières de Suisse romande, puis son journal *La Voix du Peuple*. Les femmes cherchent à conserver leur autonomie, dans l'USS avec un secrétariat féminin, à Genève avec des sections de l'Union des travailleuses catholiques. Foi religieuse et engagement socialiste ne concernent pas que les chrétiens : rappelons ainsi la trajectoire d'un David Farbstein (1868-1953), conseiller national pour le Parti socialiste et rabbin¹. Les libres penseurs ne sont pas de reste, ils clament haut et

¹ H. Zweig-Strauss, *David Farbstein (1868-1953), Jüdischer Sozialist – sozialistischer Jude*, Zurich, Chronos, 2002.

fort leur anticléricalisme et défendent l'indépendance des syndicats par rapport à toute religion.

Durant l'entre-deux-guerres, une partie importante du syndicalisme chrétien vire à droite, notamment à Genève où le mouvement corporatif animé par des catholiques et membres du clergé tente de faire barrage au socialisme jusqu'à nouer des liens étroits avec des personnalités fascistes. Pour sa part, la Ligue vaudoise exerce une grande influence sur l'Église protestante, au moins jusqu'au début des années soixante. Cette période fragilise des liens pour le moins ténus et parfois ambigus entre milieux chrétiens et mouvement ouvrier.

L'après-guerre marque pourtant une évolution vers la gauche d'une partie des catholiques et protestants, et l'essor d'un véritable christianisme de gauche. Celui-ci est nourri par diverses influences intellectuelles, comme la théologie dialectique du protestant alémanique Karl Barth (1886-1968) ou le personnalisme chrétien du catholique français Emmanuel Mounier (1905-1950). Côté catholique, les militant·e·s de la Jeunesse ouvrière chrétienne et de ses satellites (Mouvement populaire des familles), qui n'ont jamais adhéré au corporatisme, s'investissent dans la défense du droit au logement et pour un syndicalisme de gauche au nom de la « dignité ouvrière ». Côté protestant, pasteurs, théologiens et laïcs, notamment organisés dès 1945 au sein du Conseil suisse des associations pour la paix (*Schweizerischer Friedensrat*), participent à l'essor du mouvement pacifiste.

Les mouvements de 68 entraînent une radicalisation de cette dynamique qui se traduit par une critique de la collusion entre institutions politiques et religieuses sur la reproduction des rapports socio-économiques de domination et d'exploitation des travailleurs... en Suisse et dans le Tiers-Monde. Certain·e·s militent pour un Christianisme social, pour le dialogue entre marxisme et christianisme, pour une déclergification de l'Église, pour une société plus « juste et fraternelle » sans se soucier des frontières institutionnelles.

Bon nombre de militant·e·s d'origine chrétienne rompent toutefois leur fidélité à l'institution et reconvertissent leur engagement religieux en engagement militant. D'aucuns repensent de façon originale le syndicalisme, contribuent à la critique anti-impérialiste des relations Nord-Sud, refusent le tout-à-l'automobile et la société de consommation dont ils entrevoient les effets de dépolitisation sur les citoyen·ne·s, repensent les rapports sociaux de sexe, explorent de nouveaux modes de vivre ; plus tard, on les retrouve dans la défense des migrant·e·s, de l'asile, du climat, dans les mouvements altermondialistes – avec,

au-delà des glissements et transformations des répertoires d'action, une fidélité à des schèmes et valeurs hérités des profondeurs de l'histoire.

Qu'ont-ils fait et pourquoi? Leurs engagements sont-ils restés vains? Leurs radicalités peuvent-elles nous inspirer encore aujourd'hui? Nos *Cahiers* souhaitent contribuer à ces réflexions. Ils sont évidemment loin de faire le tour de la question. Leur titre teinté d'ironie, *Foi de militant·e·s!*, suggère que le militantisme – syndical, socialiste, marxiste, anarchiste – prend souvent le pas sur les motivations religieuses de l'engagement.

D'une part, ces contributions nous apprennent qu'il n'existe pas d'engagements sans convictions profondes, sans croyances, sans utopies capables de résister (non sans mal) à l'usure, et surtout que cette «foi» en la cause n'est jamais individuelle, mais plonge ses racines dans des mouvements, des lectures militantes et des dynamiques collectives que les engagements réunis dans ce cahier nous aident à saisir. Une fois de plus, elles montrent, d'autre part, que la Suisse n'a de loin pas toujours été un havre de paix figé dans une stabilité politique grâce au «génie helvétique», mais que certain·e·s ont bien perçu – lequel·le·s et comment? – que cet imaginaire – «opium»? – masque en réalité des injustices profondément ancrées qui ne s'arrêtent pas aux frontières nationales.

Suite à notre appel à contribution, nous avons reçu diverses propositions dont plusieurs proviennent précisément de «militant·e·s» et pas seulement d'historien·ne·s de profession, ce dont nous nous réjouissons.

Un premier groupe d'articles porte sur des organisations d'origine ou d'inspiration catholique, la Jeunesse ouvrière chrétienne, la Fédération genevoise des syndicats chrétiens devenue le Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, la Confédération romande du travail, le Mouvement populaire des familles. L'article sur la CRT a été abondamment discuté par les protagonistes; signé de Gilles Descloux, qui est à l'initiative de ce numéro, c'est aussi un travail collectif d'élaboration qui lui a donné sa forme.

La deuxième partie évoque des organisations et des personnalités marquantes: les conflits au Tessin entre syndicalistes socialistes et catholiques, l'Église du peuple animée à La Chaux-de-Fonds par Jules Humbert-Droz, le soutien du groupe «Église et monde du travail» aux salarié·e·s; les engagements d'Arthur Maret et de John Schmock, à des époques et dans des contextes bien différents. Un court document tiré des archives de l'AEHMO témoigne de la méfiance d'une

partie du clergé, dans les années cinquante, à l'égard des syndicats « socialistes ».

Enfin, l'article sur la Libre Pensée romande, inspiré par les travaux de Claude Cantini, fidèle ami de l'AÉHMO, rappelle le rôle de ses membres dans les syndicats et propose une tournée des sources utiles pour des recherches plus approfondies.

Le thème de ces *Cahiers* a suscité des réflexions en vue de prolongements possibles. Deux exemples : nous avons pensé aux précurseurs, aux courants utopiques et communautaires du XIX^e siècle, ces « sectes » souvent décriées et bien oubliées. Nous espérons publier dans des *Cahiers* à venir un article de Marc Vuilleumier sur ce sujet, d'autres peut-être.

Dans l'article sur Arthur Maret, il est question des coopératives, un des piliers de la « trilogie ouvrière » avec les syndicats et les organisations politiques. Un article sur le site notrehistoire.ch rappelle par exemple « le vieux rêve du logement social » ; il est signé de Robert Curtat (1931-2015), journaliste indépendant qui a publié de nombreux articles et ouvrages de vulgarisation et découvert des sources précieuses. Les coopératives ouvrières de production, bien disparues aujourd'hui, ont eu des sources d'inspiration multiples, il existe quelques travaux et quelques fonds d'archives à leur sujet. Et souvent le désir de renouer avec cette tradition.

Post scriptum, 15 avril 2020. La rédaction finale de ce numéro s'est faite en période de confinement. Les corrections ont dû se fonder sur les seules sources accessibles en ligne, sans accès aux archives et bibliothèques. Merci à nos lectrices et lecteurs pour leur compréhension, et leurs commentaires éventuels.